

**Convention relative à la mise en œuvre du partenariat entre
le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de
l'Hérault et la Préfecture de Mayotte pour l'organisation du
concours interne de
Lieutenant de 1^{ère} classe de sapeurs-pompiers professionnels,
session 2026**

Etablie en application :

- du code général de la fonction publique,
- du décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels (articles 9 et 10) ;
- du décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

Entre :

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault, dénommé ci-après CDG 34, 254 rue Michel Teule, 34184 MONTPELLIER Cedex 4

Représenté par son Président, dûment habilité à cet effet par son conseil d'administration par délibération n° du

D'une part,

Et,

La préfecture de Mayotte, dénommée ci-après le service dédié de la préfecture de Mayotte, située avenue de la Préfecture -KAWENI-, 97600 Mamoudzou

Représentée par François-Xavier BIEUVILLE, préfet de Mayotte.

D'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

La loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels a transféré aux centres de gestion de la fonction publique territoriale (CDG) la compétence d'organisation des concours et examens professionnels d'accès aux cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels (SPP) des catégories A et B à compter du 1^{er} janvier 2022.

Avant l'entrée en vigueur du transfert de la compétence, la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) avait pour usage de permettre aux candidats ultramarins de présenter les épreuves de manière délocalisée.

Les concours de catégories A et B de SPP étant principalement organisés par des CDG de métropole, les centres se sont engagés, à titre expérimental et à compter du 1^{er} septembre 2022 jusqu'au 31 décembre 2024, à poursuivre la pratique mise en place par la DGSCGC, aux termes de la convention cadre conclue entre la Fédération Nationale des Centres de Gestion (FNCDG) et les services d'incendie et de secours (SIS) d'outre-mer, renouvelée depuis le 1^{er} janvier 2025 pour une période allant jusqu'au 31 décembre 2027.

Compte-tenu des difficultés rencontrées par le CDG organisateur de la session 2023 du concours de capitaine du fait de l'organisation délocalisée auprès du SDIS de Mayotte, cet établissement n'entre pas dans le champ de la convention de partenariat précitée. Pour autant, au regard de la situation locale, afin de permettre aux candidats mahorais de bénéficier de la possibilité de concourir dans un centre d'examen délocalisé à Mayotte, la préfecture de Mayotte a proposé d'accueillir le centre d'examen des concours externes et internes de lieutenant de 1^{ère} classe et de capitaine, session 2026, organisés par les CDG de l'Hérault, de Meurthe et Moselle et d'Ile et Vilaine. Dans ces conditions, la présente convention reproduit, selon des modalités identiques, le dispositif de conventionnement prévu en octobre 2024 entre le CIG de la Grande Couronne et la préfecture de Mayotte pour l'organisation du concours interne de lieutenant de 2^{ème} classe de SPP - session 2025.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de concrétiser le partenariat entre le CDG 34 organisateur du concours interne de lieutenant de 1^{ère} classe de sapeurs-pompiers professionnels de la session 2026 et les services de la préfecture de Mayotte dans le cadre d'une organisation « délocalisée » des épreuves écrites d'admissibilité et orales d'admission pour les candidats résidents à Mayotte.

Le CDG 34 organisateur de ce concours s'engage à permettre la participation aux concours des candidats domiciliés à Mayotte qui se seront inscrits audit concours, dans les conditions réglementaires requises.

A la date de signature de présente convention, le nombre candidats potentiels de Mayotte serait de 33 candidats internes.

Le service dédié à cette opération de la préfecture de Mayotte s'engage à mettre à disposition du CDG 34 des moyens humains, techniques et logistiques pour aider ce dernier dans le cadre de la bonne organisation des épreuves délocalisées. Il sera assisté en tant que de besoin par les services de l'Etat-major interministériel de la zone de défense et de sécurité de l'Océan Indien).

Article 2 : Conditions d'organisation et de partenariat

L'organisation délocalisée des épreuves concernées sera réalisée sur la base de la présente convention selon :

1. le calendrier prévisionnel des épreuves à organiser suivant :

- Epreuves écrites d'admissibilité : le jeudi 23 avril 2026
- Epreuves orales d'admission (obligatoires et facultative) : 1^{ère} quinzaine de septembre 2026 (dates à finaliser en fonction du nombre de candidats admissibles).

Les deux parties devront s'informer mutuellement et dans un délai raisonnable, du nombre de candidats convoqués, des dates et du lieu des épreuves, des horaires, de l'identité du responsable de site et des surveillants... L'annexe jointe à la présente convention précise les éléments objet de cette communication mutuelle.

2. les conditions de mise en œuvre de la convention, selon les épreuves concernées :

Le CDG 34 mettra à disposition du service dédié de la préfecture de Mayotte, les documents suivants :

- Les sujets des épreuves sur une plate-forme sécurisée, sujets qui devront être reproduits avec toute la confidentialité qui s'impose. Il conviendra de désigner un référent unique qui sera seul chargé de la reproduction, sur un équipement dédié, qui prendra le soin de s'isoler lorsqu'il réalisera les copies et de les conserver dans un coffre-fort ou une pièce sécurisée dont lui seul à la clé et l'accès ;
- Les copies du concours (une par type d'épreuve), le papier brouillon de couleurs différentes;
- Les documents nécessaires à l'organisation des épreuves: les différentes consignes à respecter par les candidats, le responsable de salle ou site et les surveillants, les listes d'émargement (une par épreuve) ;
- La charte de déontologie, qui sera signée par les personnels du service dédié de la préfecture de Mayotte.

Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être complétée en fonction de l'organisation des épreuves.

Dans le cadre de l'organisation de ce concours, le CDG 34 assurera le soutien pratique et le conseil juridique de la préfecture de Mayotte, afin de lui permettre d'assurer le bon déroulement des épreuves.

Le service dédié de la préfecture de Mayotte se charge de la réservation de la salle d'examen et met à disposition du CDG 34, le nom des personnes chargées de participer à la mise en place de la surveillance des épreuves.

Le service dédié de la préfecture de Mayotte s'engage à :

- désigner une personne référente chargée de l'organisation sur place de ces concours, selon les modalités énoncées par le CDG 34. Cette personne ne devra bien entendu avoir aucun intérêt singulier avec les ou l'un de ces candidats (hormis des liens professionnels « classiques ») qui serait de nature à compromettre son impartialité requise : pas de lien familial, pas de lien hiérarchique contentieux, pas de relation professionnelle contentieuse, pas de lien personnel qui dépasserait le bon entendement professionnel... ; Le CDG 34 devra pouvoir disposer d'un accès facilité à cette personne référente ;
- respecter les modalités de déroulement de chacune des épreuves précisées par le CDG 34, notamment dans le strict respect de la réglementation spécifique des concours et examens professionnels de la fonction publique et du principe d'égalité de traitement des candidats. La préfecture acte que ces modalités pourraient différer de celles mises en place par d'autres CDG organisateurs d'autres opérations de la filière SPP et s'engage à les respecter ;
- ne donner aucune information aux candidats avant les épreuves et les renvoyer vers le service concours du CDG 34 (concours@cdg34.fr – 04.67.04.38.81) pour toute question relative au déroulement des épreuves de ce concours ;

Pour les épreuves écrites d'admissibilité, le service dédié de la préfecture de Mayotte s'engage en outre à :

- réserver et utiliser les salles permettant d'accueillir les candidats et transmettre les informations concernant ces salles au CDG 34 (adresse, plan d'accès) ;
- de se mettre à disposition du CDG 34 pour faire des points d'étape en visioconférence ;
- assurer, via une plate-forme sécurisée, la réception des sujets et leur impression (aucun acheminement des sujets par voie postale ne sera possible) ;
- conserver les sujets dans un local sécurisé (coffre-fort) jusqu'à la date des épreuves ;
- utiliser le modèle des copies transmis par le CDG 34 (correction dématérialisée) ;
- respecter les consignes de déroulement des épreuves (contrôle d'identité des candidats avant chaque épreuve, émargement...) ;
- respecter les horaires des épreuves et le bon ordre de programmation de celles-ci transmis préalablement par le CDG 34 ;
- assurer la surveillance des épreuves selon les consignes écrites transmises par le CDG 34 ;

- être joignable pendant toute la durée des épreuves et alerter le CDG 34 le jour des épreuves en cas d'imprévu (candidat qui se présente sans pièce d'identité, problème constaté sur le contenu des sujets, malaise d'un candidat...);
- ne donner aucune précision aux candidats sur les sujets ou le barème appliqué (les indications contenues dans les sujets suffiront et seront les mêmes pour tous les candidats);
- transmettre à l'issue des épreuves, le PV de déroulement complété et signé, les listes d'émargement et les copies et feuilles de réponse des candidats par scan au CDG 34 en les déposant sur la plateforme sécurisée, les originaux devront être renvoyés au CDG 34 par voie postale à une date convenue.

Pour les épreuves orales d'admission (obligatoires et facultative) et en fonction de la réglementation existante, le service dédié de la préfecture de Mayotte s'engage à :

- prendre en charge uniquement la bonne organisation matérielle et logistique des épreuves organisées en visioconférence (accueil des candidats, vérification des identités, organisation des visioconférences et de la préparation, présence à proximité de la salle d'entretien pour permettre une intervention rapide en cas de problème de réseau...). En aucun cas, la personne référente n'a de prérogative quant à l'évaluation des candidats et aux attendus du jury. A ce titre, elle ne devra absolument pas donner son avis ou faire de commentaires sur le déroulement de l'épreuve d'entretien (par exemple sur la nature des questions posées par le jury, sur le niveau des réponses apportées par le candidat...) ni répondre aux questions des candidats. En effet, tout ce qu'elle pourrait dire aux candidats pourrait, in fine, être utilisé contre le jury et/ou le CDG 34 à l'occasion d'un recours gracieux;
- réserver 2 salles de visioconférence (1 pour l'épreuve d'entretien et l'autre pour l'épreuve d'anglais) qui doivent être insonorisées, séparées du reste du fonctionnement opérationnel et permettre de garantir la meilleure liaison entre les 2 établissements et utiliser ces salles pour les épreuves orales obligatoires et facultative d'admission;
- prévoir la présence d'un technicien informatique à proximité de ces salles pendant les tests et pendant toute la durée des épreuves;
- réserver une salle dédiée à la préparation des candidats pour leur épreuve orale d'anglais. Cette salle doit être individuelle et isolée des bruits extérieurs. Un surveillant devra être présent dans cette salle.
- respecter les modalités de tirage au sort du sujet des épreuves orales d'anglais précisées préalablement par le CDG 34;
- assurer l'impression des sujets des épreuves orales d'anglais, à partir d'une plateforme sécurisée, conformément aux modalités transmises préalablement par le CDG 34;
- respecter les modalités de déroulement de la préparation des épreuves orales d'anglais précisées préalablement par le CDG 34;
- être joignable pendant toute la durée des épreuves et alerter le CDG 34 le jour des épreuves en cas d'imprévu (candidat qui se présente sans

pièce d'identité, problème constaté sur le contenu des sujets, malaise d'un candidat...);

- se mettre à disposition du CDG 34 pour faire des tests de connexion préalablement aux épreuves ;
- respecter les consignes de déroulement des épreuves définies au préalable par le CDG 34 ;
- assurer le bon déroulement des épreuves.

Ces listes ne sont pas exhaustives et sont susceptibles de comporter d'autres tâches, à la charge du service dédié de la préfecture de Mayotte.

A cet effet, le préfet désigne un référent qui sera seul interlocuteur du service concours du CDG 34. Le CDG 34 désigne un référent qui sera seul interlocuteur du service dédié de la préfecture.

Afin d'assister le service dédié de la préfecture, le chef de l'état-major interministériel de la zone de défense et de sécurité de l'océan indien ou son représentant se rendra à Mayotte dans le cadre du déroulement des épreuves d'admissibilité et, le cas échéant, d'admission.

Article 3 : Conditions financières

La collaboration entre les deux administrations pour l'organisation délocalisée des épreuves écrites d'admissibilité puis orales d'admission (obligatoires et facultative) du concours interne de lieutenant de 1^{ère} classe de sapeurs-pompiers professionnels session 2026 se fait à titre gracieux.

Article 4 : Responsabilités

Le CDG 34 est responsable du concours concerné en qualité d'autorité organisatrice. Il assumera, le cas échéant, l'ensemble des risques inhérents à l'organisation de cette opération dont la réalisation lui serait directement imputable.

Le service dédié de la préfecture de Mayotte s'engage à se conformer scrupuleusement à la réglementation des concours ainsi qu'aux instructions et recommandations fournies par le CDG 34.

En cas de non-respect de la réglementation par ses services ou d'inexécution de ses obligations au titre de la présente convention, l'Etat prendra en charge financièrement les préjudices subis découlant du non-respect de la réglementation et des consignes liées à l'organisation du concours concerné.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention prend effet dès signature par les deux parties. Elle est conclue pour une période allant jusqu'au 31 décembre 2026.

Elle peut être modifiée par avenant d'un commun accord entre les parties et peut être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis d'un mois.

Article 6 : Litiges

Tout litige né de l'interprétation et/ou de l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement à l'amiable entre les parties. A défaut d'accord, chacune des parties pourra saisir le tribunal compétent (tribunal administratif de Montpellier pour le CDG 34 et tribunal administratif de Mamoudzou pour Mayotte).

Fait à Montpellier, le

Le Président du CDG 34

à Mamoudzou, le

Le préfet de Mayotte

Philippe VIDAL

François-Xavier BIEUVILLE